

Ould Abbas dit non à la transition démocratique



Rencontre hier entre Ould Abbas (FLN) et Abderrezak Makri (MSP). © Yahia/Liberté

De ce premier tête-à-tête, le MSP et le FLN ont démontré leurs divergences. Mais ils gardent la porte ouverte pour d'autres rencontres. Une perspective qui ouvre la voie à de possibles compromis qui dépendront de la dissipation ou non du brouillard qui entoure l'échéance de 2019 et la candidature de Bouteflika.

Le sommet, hier à Hydra, entre les chefs du Front de libération nationale (FLN) et le Mouvement pour la société de la paix (MSP), en l'occurrence Djamel Ould Abbas et Abderrezak Makri, sur initiative de ce dernier, est loin d'avoir rapproché les vues, en ce sens que les deux responsables ont clairement campé sur leurs positions, diamétralement opposées. Aussi, la prudence et les réserves, de part et d'autre, ont pris le dessus sur le débat de fond, à savoir trouver un consensus pour aller vers une transition démocratique. Cette initiative du MSP, qui n'agrée, visiblement, pas le SG du FLN, persiste à défendre l'option du 5e mandat pour le président Abdelaziz Bouteflika.

Un préalable pour lequel il n'affiche presque aucune disposition à faire de concession. "Nous l'avons déjà dit auparavant, notre candidat, au FLN, pour la prochaine élection présidentielle (2019), reste le moudjahid Abdelaziz Bouteflika. Bouteflika est le président du FLN et de tous les Algériens, bien sûr. Sa candidature pour un 5e mandat est réclamée par les 7 00 000 militants du parti. Donc, notre espoir est de convaincre l'ensemble des partis politiques pour porter sa candidature", a déclaré Ould Abbas lors d'une conférence de presse conjointe, tenue à huis clos près de 2 heures entre les délégations des deux partis. Dans sa réplique, Abderrezak Makri n'a pas hésité à afficher son refus de cette option, sans l'exprimer explicitement. "La candidature de Bouteflika reste le choix du FLN et non pas le nôtre. Avant tout, le président du parti MSP, mais

aussi les autres partis politiques ne sont pas obligés d'accepter sa candidature", a-t-il répondu. Ould Abbas a, en outre, émis des réserves concernant notamment la transition démocratique réclamée par le MSP, mais aussi sur l'appel lancé par ce dernier à l'armée pour jouer le rôle de garant de cette transition. "Au FLN, nous sommes contre la demande d'aller vers une transition dite démocratique. Pourquoi, sommes-nous actuellement dans une dictature pour réclamer la démocratie ? Bien sûr que non ! Pour la transition, je rappelle que cela fait bientôt 20 ans que nous construisons et le MSP était avec nous pendant 13 ans. La transition a commencé en 1999", s'est défendu M. Ould Abbas, en mettant en avant "les réalisations" de l'État sous le règne de Bouteflika. S'agissant de l'appel lancé à l'armée, le chef du FLN a insisté sur le respect du rôle conféré par la Constitution à l'institution militaire. Il citera, entre autres, sa mission pour sécuriser le pays et préserver sa stabilité, son intégrité et l'unité de la nation. M. Makri a tenu à lui expliquer, diplomatiquement, que l'initiative du MSP ne concerne pas, à présent, la transition démocratique, mais plutôt la nécessité de trouver un consensus national. Autrement dit, sans préalable. Pour ce qui est du rôle de l'armée, il a estimé que son parti (MSP) aurait été victime, par le passé, de l'intervention des institutions dont l'armée, notamment dans l'organisation des échéances électorales.

À la demande du MSP de savoir comment a été dépensée la forte manne financière sous l'ère de Bouteflika, Ould Abbas promet de rendre public prochainement un bilan détaillé et chiffré sur les programmes des 4 quinquennats de Bouteflika. Le seul et unique point sur lequel les deux chefs de parti semblent s'accorder reste le diagnostic de la crise économique affectant le pays. Se disant malgré tout "satisfaits" de ce premier face-à-face, ils n'écartent pas, désormais, la possibilité de tenir d'autres rencontres similaires.

Farid Abdeladim